RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Égalité - Fraternité — DÉPARTEMENT DE L'AIN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

2e Circonscription



Paul SAINT-CYR

Paul SAINT-CYR

Cadre d'Entreprise - Licencié en Droit
Président de la Délégation Cantonale de Belley
Délégué Général de la Fédération de la Gauche dans l'Ain
Membre du Bureau National du Parti Radical

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Remplaçant éventuel : **Léon MATHIS**



Léon MATHIS

Commerçant — Président des A. C. Prisonniers de Guerre de St-Rambert-en-Bugey
Membre du Conseil d'Administration de la Fédération des Œuvres Laïques
et du Comité Technique des Colonies de Vacances U. F. O. V. A. L.
Délégué Cantonal de l'Éducation Nationale
M. Léon MATHIS a été en 1967 le suppléant de M. Louis CHANEL, Maire de Bellegarde

Électrices, Électeurs,

Vous êtes appelés à choisir votre représentant à l'Assemblée Nationale dans des circonstances exceptionnelles au lendemain d'une crise d'une particulière gravité.

ON NOUS AVAIT DIT : « Il nous faut De Gaulle ou c'est le chaos ». NOUS AVONS EU : « De Gaulle et le chaos ».

Pourquoi ? Parce que le Gouvernement a perdu le contact avec le Pays.

● Par l'absence de consultations véritables au niveau des corps intermédiaires : Municipalités, Conseils Généraux, Syndicats, Organisations Professionnelles etc.... ● Par les ukases de ses technocrates.

POUR ÊTRE RÉELLEMENT FORT UN GOUVERNEMENT DOIT ÊTRE DÉMOCRATIQUE

— Il doit s'appuyer sur la majorité mais tenir compte des avis de l'opposition.

— A tous les niveaux : Villes, Départements, Régions et Nation, de nouvelles structures doivent être mises en place de toute urgence.

— Il faut que les forces vives que constituent les Syndicats, les Professions, l'Université puissent se rencontrer et donner leurs avis au Pouvoir.

C'est à la Gauche d'aborder franchement ces problèmes d'une manière pratique et efficace.

POUR ÊTRE RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE UN GOUVERNEMENT DOIT ÊTRE FORT

— Sinon les humbles, les vieux, les retraités, les pensionnés ne seront pas entendus.

— **Tels sont les deux impératifs qui guident notre action et inspirent le programme que nous soumettons à votre appréciation.**

DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET STABLES

— Suppression de l'article 16 ;

— Établissement d'un contrat de législature et dissolution obligatoire en cas de crise.

UNE SOCIÉTÉ DE CITOYENS LIBRES

— Assurer **le droit à l'information** par un statut de l'O. R. T. F. qui assure son indépendance vis à vis du Pouvoir, ainsi que l'objectivité et la qualité des émissions ;

— Garantir **les franchises locales** et l'autonomie des Communes et des Départements par une réforme financière réaliste ;

— Assurer **les libertés syndicales** par l'abolition des textes de 1964 sur la restriction des droits de grève et la reconnaissance des sections syndicales d'entreprises.

LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ

— Participer à l'action pour le désarmement et à l'établissement **d'un accord général pour la non dissémination des armes nucléaires.** Signature par la France des accords de MOSCOU ;

— **Accélérer la construction de l'Europe des Peuples,** ouverture vers le Tiers-Monde.

L'ARMÉE

— **Il est illusoire et ruineux de prétendre la doter d'une force atomique nationale ;**

— Il faut assurer **la reconversion** des usines nucléaires à des **fins pacifiques.**

UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE ET DES FINANCES ÉQUILIBRÉES

— Établissement d'un plan démocratique dans ses objectifs, comme dans ses moyens ;

— Accélérer et améliorer l'aménagement du territoire par une décentralisation rationnelle et sans méconnaitre **que l'antidote de l'exode rural peut et doit être trouvé dans l'aménagement des campagnes.**

— Développer l'investissement productif privé et public et notamment les équipements collectifs **de la route et du téléphone.** Créer une Banque Nationale des Investissements. **Nationaliser** les industries pour lesquelles les commandes de l'État représentent la presque totalité des débouchés : **Armement et Espace.**

POLITIQUE FINANCIÈRE qui concilie **l'efficacité et l'équité :** réalisation d'une réforme fiscale fondée sur des simplifications massives, ainsi que pour l'impôt sur le revenu, sur un abattement accru à la base et indexé sur les prix. Modernisation des mécanismes du crédit. Réforme et simplification de la T. V. A. Il va sans dire que les récents évènements nécessiteront des **mesures particulières** au bénéfice des petites et moyennes entreprises et en général de celles qui utilisent beaucoup de main d'œuvre ; **prêts à taux réduit reports d'échéance, exonération de la taxe de 5% sur les salaires etc...**

POLITIQUE AGRICOLE — Il faut à tout prix favoriser la modernisation de l'agriculture. Développer l'enseignement, la vulgarisation, les équipements collectifs (eau électricité), la coopération.

— Favoriser le reclassement des jeunes par la promotion sociale et l'aménagement du territoire par la création d'emplois en milieu rural.

— **Revalorisation sensible des prix agricoles et en particulier des productions animales** (lait, viande, porcs, œufs).

— Mise en œuvre rapide des aides envisagées pour les zones déshéritées en particulier le Bugey.

JUSTICE SOCIALE — La F. G. D. S. inscrit à son programme : **le droit au logement.** Mettre fin à la dramatique insuffisance de la construction **de logements sociaux dont il faut doubler le nombre.**

— **Le droit au travail** par un développement de la formation professionnelle, par une meilleure connaissance de l'emploi. La réforme de l'entreprise, par l'intéressement et le développement des responsabilités des cadres et du personnel.

— **Le droit à la Santé :** Abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale et réexamen du problème sur de nouvelles bases.

— **La Promotion de la Femme** sur le plan personnel, professionnel, social et juridique.

— **L'exercice de la solidarité Nationale :** Victimes de Guerre, Anciens Combattants et Prisonniers ; garantie du rapport constant et abaissement de l'âge de la retraite. Carte du combattant aux anciens d'Algérie.

— Indemnisation des rapatriés et spoliés d'Algérie.

— Augmentation de la Retraite des Vieux et des allocations familiales spécialement pour les familles auxquelles elles sont le plus nécessaires.

ÉDUCATION NATIONALE

— La V[e] République n'a pas réussi le passage d'un enseignement d'élite à un enseignement de masse.

— Il faut non seulement un accroissement des moyens matériels et du nombre des Maîtres mais **une modernisation** de l'enseignement à tous les degrés et **sa démocratisation.**

— La F.G.D.S. demandait bien avant les évènements de Mai la création à tous les échelons de l'enseignement de **conseils triparties** composés de Représentants des pouvoirs publics, des enseignants et des usagers : «Parents d'élèves, Étudiants, Délégués de l'Économie».

— Elle réclame en dehors d'un effort accru pour les constructions :

- Un effort substantiel pour l'enfance inadaptée.
- La création de nombreuses écoles maternelles et enfantines.
- Un accroissement sensible de la capacité d'accueil de l'enseignement technique.
- La création de nombreux postes pour la réduction des effectifs de chaque classe.
- Un allègement et une réforme des programmes
- L'augmentation du nombre et du taux des bourses
- La prolongation effective à 16 ans dans une première étape de la scolarité obligatoire avec une organisation conséquente.
- Une réforme profonde de l'Université sur la base intangible de la laïcité et dans le cadre de l'autonomie et de la cogestion des Facultés.

LA JEUNESSE La F.G.D.S. n'a rien à changer à son programme de 1966 dont les récents évènements ont prouvé la justesse. Elle considère aujourd'hui comme hier que son action à l'égard de la Jeunesse doit être entièrement fondée **sur le dialogue.**

Pour ce qui est de la Circonscription BELLEY, GEX, NANTUA, en dehors des indications données ci-dessus, j'apporterai, si je suis votre élu, une particulière attention aux questions suivantes :

— **Classement en Zône III** pour l'aide à l'industrialisation de toute la circonscription et en zone II du canton de ST-RAMBERT. Réfection des R. N. 84 et 504.

— Équipements collectifs agricoles : eau, électricité.

— Augmentation très importante des **attributions en logements sociaux.**

— Réalisation d'un programme important d'équipements pour **le tourisme social.**

Nous voulons que toutes les ressources de la Nation soient mobilisées pour l'expansion, la formation des hommes et la justice sociale. Toutes les dépenses de prestige doivent être supprimées.

La vraie grandeur d'un Pays de 50 millions d'habitants ne repose plus ni sur sa puissance atomique ni sur son stock d'or. *Elle repose sur son travail, sur la valeur de ses techniciens et de ses savants ; sur la confiance du peuple et son attachement à un gouvernement qui aura su la mériter.*

Porte-parole de la F. G. D. S., je sollicite les suffrages de toutes celles et tous ceux qui partagent notre idéal et notre conception de la Démocratie.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :
Léon MATHIS

Paul SAINT-CYR

IMP. MARCHAND - THOISSEY